

**CETA - Canada - Réponse de M.
Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire
d'État auprès du ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
à une question au gouvernement à
l'Assemblée nationale
(Paris, 15 novembre 2017)**

Question sur le CETA

Monsieur le Député, nous sommes tous attachés à l'agriculture française, qui jouit de nombreux débouchés dans le monde grâce à ses produits d'excellence et contribue fortement aux résultats du commerce extérieur de la France.

Nous sommes pleinement mobilisés et vigilants. Le Premier ministre a mis en place une commission, présidée par Katheline Schubert, qui vise à apporter des réponses sur les plans environnemental et agricole.

Le traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada sera l'occasion pour les filières du fromage, des vins et spiritueux, pour nos indications géographiques protégées - les IGP - d'obtenir des débouchés supplémentaires.

Pour ce qui est de la viande, les producteurs canadiens pourront exporter jusqu'à 15.000 tonnes de viande de boeuf. Aujourd'hui, le Canada n'utilise que 425 tonnes du contingent d'exportation dont il dispose déjà. Alors, ne faites pas peur aux éleveurs et aux agriculteurs, lesquels pourront bénéficier à plein de cet accord, comme ils le font déjà des accords existants.

Monsieur le Député, cet accord vous semble peut-être affreux, mais vous vous réveillez neuf ans trop tard. Vous étiez député en 2008, lorsque Nicolas Sarkozy a lancé ce traité avec le Canada. Alain Marleix, que vous remplaciez alors, était au gouvernement et aurait pu s'émouvoir du mandat confié à l'Union européenne !

Nous ne souhaitons pas être les exécuteurs testamentaires de ce qui est l'héritage de Nicolas Sarkozy et de François Hollande. Nous souhaitons au contraire donner au CETA un nouveau souffle et une nouvelle ambition en matière de climat et d'agriculture./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)